

- Formation professionnelle
- Budget
- Campagne IR et Avis
- Restructurations
- Écologie



Compte-rendu des travaux

**un monde plus vert, plus collectif et plus accueillant
face à un monde individualiste, moins formé et moins critique.**

Formation Professionnelle

Le travail réalisé par les collègues de la formation professionnelle, notamment les animatrices et animateurs de formations, ne doit pas caché les difficultés d'accès à la formation.

Nous constatons un véritable retrait du nombre de stagiaires en e-formation, qui illustre des difficultés voir un rejet pour ce type de formation. Des problèmes demeurent, des formateurs difficiles à trouver, des agents stagiaires devant attendre leur formation durant des semaines, une application SEMAFOR pénible...

La direction entend les problèmes de connexion et de fonctionnement pour les e-formations qui représentent une part non substantielle de la formation, malgré le format télétravail. La direction est toujours en recherche d'animatrices et d'animateurs de formation. Avez-vous déjà vu sur Ulysse un appel pour animer des formations ? Vos chefs de services sont-ils prêt à vous laisser partir pour transmettre vos connaissances ?

Il a été souligné la qualité de l'accompagnement dispensé pour la préparation au concours.

Vos représentantes et représentants déplorent que les contractuel·les soient contraint de passer un concours, seul moyen pour l'instant de les titulariser et de faire passer un personnel précaire à un statut. Une réflexion est en cours pour accompagner au mieux les contractuel·les désireux de passer les concours externes.



Contrairement à ce que la direction a indiqué, les agents·es ne sont pas acteurs de leur parcours de formation. Ils et elles sont soumis aux charges de travail, au visa des chefs de services et à un outil SEMAFOR plus que perfectible.

Solidaires Finances Publiques revendique une formation professionnalisante au service de l'exercice des missions, sans contraintes hiérarchique. La formation professionnelle ne peut être une simple adaptation aux réformes incessantes de la direction. Nous revendiquons également de véritables formations sur les sujets des violences sexistes et sexuelles, contre les discriminations et pour l'égalité professionnelle femmes / hommes.

Budget de Fonctionnement

La direction a présenté un budget 2024 toujours en quête d'économie. Nous exigeons tous les moyens au bon exercice de nos missions. Nous avons rappelé à la direction les exigences politiques du ministre de recherche de 10 milliards d'euro en 2024 et de 50 milliards d'ici 2027. Les promesses de 0 suppression d'emplois en 2025 s'éloignent, le budget 2024 de la direction devient caduque . Ce sont donc bien les agents et les agentes qui seront les victimes de ce plan d'austérité. Notre service public fiscal foncier et comptable, n'en doutons pas, subira de plein fouet cette nouvelle attaque contre les moyens accordés au service public.

Pour Solidaires Finances Publiques, d'autres pistes que l'austérité doivent être envisagées. Il y a urgence à aller chercher des recettes et pour cela il faut refondre le système fiscal pour le rendre plus progressif, plus stable et moins complexe, il faut également lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales estimées autour de 80 milliards par an.

C'est sur cette base que l'Impôt sera un outil de redistribution des richesses en finançant en partie les services publics et contribuera à une véritable politique de justice fiscale, sociale et environnementale.

Dans ce sens, Solidaires Finances Publiques est partie prenante de la campagne d'Attac en signant et relayant la pétition: [Taxer les riches et les multinationales. 60 milliards, maintenant, c'est possible](#) .



Bilan des services réorganisés en 2023

LE NOUVEAU RÉSEAU DE PROXIMITÉ... PARTOUT, PRÈS DE CHEZ VOUS !



En 2023, 3 services ont été réorganisés dans le cadre du NRP, continuant ainsi la casse de notre réseau de proximité.

2 SGC ont été créés, celui de Nort-sur-Erdre et celui du Vignoble. La trésorerie de Nantes EH a vu ses missions augmentées par le transfert des activités hospitalières d'Ancenis, de Clisson, de Vertou et du Loroux Bottereau.

La direction s'est auto-congratulée du bon déroulé de ces opérations.

Nous lui avons rappelé que l'installation matérielle et immobilière des agentes et des agent-es n'a pas été très évidente. Des travaux importants ont dû être réalisés, retardant l'installation correcte des agent-es.

La direction n'évoque jamais l'aspect humain de ces réorganisations. Pire, elle tient à préciser que « certain-es » se sont rapprochés de leur domicile (sic) ! Ces déménagements ont généré beaucoup de questionnement, d'inquiétude et de stress de la part des agent-es. Entre les déplacements entre Ancenis et Nantes, les fermetures de trésoreries, l'informatique qui ne suit pas comme on le voudrait, il est tout à fait compréhensible que les agent-es aient passé des mois à s'interroger sur les conditions de travail et les conséquences sur leur vie privée.

Le « bilan » présenté par la direction n'a donc fait qu'entériner ses propres certitudes sur l'utilité d'un NRP, qui n'a jamais été reconnu, ni par les agent-es, ni par les contribuables, ni par les collectivités !

Plan de transition environnementale

Lors de ce CSAL, la direction a présenté son plan de transition environnementale. Malgré les bonnes intentions, nous avons dénoncé les fermetures de trésoreries qui engendrent des déplacements des usagers plus importants.

Par ailleurs, afin d'éviter les déplacements de nos collègues de Châteaubriant et de Saint-Nazaire, nous avons exigé une restauration collective sur leur site, bien entendu avec des produits locaux et bio.

La transition environnementale ne doit pas se faire au détriment des agent-es et des conditions d'exercice de leurs missions.

La direction s'est félicitée des efforts réalisés par l'optimisation des dépenses de chauffage, des chauffages plus économes et compatibles écologiquement. Des véhicules électriques pour Nantes et Saint-Nazaire sont arrivées, mais les prises de rechargement ne sont toujours pas installées !

Solidaires Finances publiques s'interroge sur les économies recherchées. Nous demandons une analyse globale sur les dépenses des fluides, d'étudier des pistes telles que la végétalisation des toits des bâtiments, du maintien des services publics de proximité, de la réduction du temps de travail, de restauration collective sur tous les sites, de transport en commun gratuit ou de leur prise en charge à 100 % par l'employeur.

Notre revendication historique de services de proximité de plein exercice revêt également un souci écologique. Nous revendiquons que nos lieux de travail soient rénovés, isolés pour les rendre moins énergivores. Afin de diminuer la chaleur, nous exigeons de couvrir les toits et les sols en peinture réfléchissante ou qu'ils soient végétalisés.

L'ancrage territorial est une vraie politique écologique, et constitue un argument de plus contre l'éloignement de notre service public, tant pour les agentes et agents que pour les usagers et usagères.

Défendre notre service public de proximité, c'est aussi revendiquer et défendre des temps de trajet moins longs et des transports en commun publics gratuits partout sur le territoire.

C'est aussi défendre une restauration collective de proximité alimentée par des produits locaux et bio.

L'administration du tout numérique doit également être dénoncée d'un point de vue écologique (bilan carbone, extractivisme, consommation énergétique, recyclage...).

La réduction du temps de travail (32h en 4 jours) et non la compression du temps de travail (38h30 en 4 jours) participe également de la réduction des consommations d'énergie et des gaz à effet de serre, sans oublier la justice sociale du partage du temps de travail entre toutes et tous !

